



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Finlande

Helsinki visée par une cyberattaque d'ampleur

«Il s'agit de l'une des plus grosses cyberattaques visant les villes finlandaises», affirme un responsable. La ville d'Helsinki a été visée par une cyberattaque ... • (Page 08)

Jeu vidéo

Sony anticipe une année molle pour la PlayStation 5

Les objectifs ont été dépassés pour l'exercice 2023/24. Le prochain ne sera pas aussi brillant. Le géant japonais ... • (Page 08)

Opportunités d'affaires

L'axe BOAD-CDP pour le co-financement Italie-Afrique

• (Pages 3)



Foire Internationale de Lomé

• (Page 04)

Top départ de la 19ème FIL et de la 5ème foire « Made in Togo »

Titrisation de créances électricité

Première cotation du « FCTC EPT 2023-2028 » à la BRVM

Le Fonds PEPT (Programme Electricité Pour Tous) annonce, le 15 mai 2024, la cotation de la première ... • (Page 02)

Togo

Le Faiej numérise l'appui aux jeunes entrepreneurs

Au Togo, le Fonds d'Appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), en partenariat avec le Programme des Nations ... • (Pages 04)

Afrique

Le Nigéria reprend la place de leader de la production pétrolière

Au terme de mois de mars 2024, le Nigéria avait perdu son rang de premier pays producteur africain de pétrole brut au ... • (Page 06)

Togo / Education

Les nouveaux inspecteurs et conseillers pédagogiques outillés

Le ministère des enseignements primaire, secondaire et technique (MEPST) a remis 350 ordinateurs portables aux Directeurs régionaux de l'éducation ... • (Page 11)



PROFITEZ À FOND
LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON
8866 www.canalbox.tg
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Titrisation de créances électricité

Première cotation du « FCTC EPT 2023-2028 » à la BRVM

Le Fonds PEPT (Programme Electricité Pour Tous) annonce, le 15 mai 2024, la cotation de la première Obligation Sociale de l'UEMOA dénommée « FCTC Electricité Pour Tous 2023-2038 » à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), apprend-on auprès de BOA CAPITAL SECURITIES.

• Joël Yanclo

La cotation du FCTC Electricité Pour Tous 2023-2038 intervient après le succès de l'émission de 6.000.000 d'obligations qui s'est déroulée du 30 octobre au 20 novembre 2023 sous la conduite d'un consortium de Sociétés de Gestion de d'Intermédiation (SGI) constitué de BOA Capital Securities et NSIA FINANCE. Ces obligations, d'une valeur nominale de 10.000 F CFA, ont été émises en trois tranches de maturités de 7, 10 et 15 ans à des taux respectifs de 7%, 7,25% et 7,5%. L'opération a enregistré la participation d'un Investisseur de Référence, la Société Financière Internationale (SFI, Groupe Banque Mondiale) et d'un Investisseur Prise Ferme, l'Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF, membre de Private Infrastructure Development Group - PIDG). La cérémonie a été marquée par la présence des acteurs de premier plan du secteur de l'Energie et du marché financier, qui ont contribué à la réussite de cette opération. Ouvrant la séquence des allocutions, Mme Corinne Ormon représentant le Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur General de la BRVM, s'est félicitée d'accueillir un nouveau titre à la cote. « Nous devons encourager les acteurs de notre économie à solliciter le marché financier régional pour financer des projets aussi structurants pour nos économies que l'accès à l'électricité pour nos populations. La participation d'investisseurs internationaux témoigne de l'attractivité de notre



marché. » a-t-il souligné. À sa suite, M. Zahalo SILUE, Président du Comité de Gestion du Fonds pour le développement du Programme Electricité Pour Tous (Fonds PEPT) s'est réjoui du démarrage effectif des cotations des obligations du FCTC EPT 2023-2038, gage de la liquidité des titres. Il a également rappelé l'historique du Programme Electricité Pour tous qui a permis de raccorder au réseau électrique plus de 1,7 million de ménages depuis son lancement en 2014. Les 60 milliards mobilisés sont destinés au financement de 800 000 branchements additionnels sur 3 ans. Pour Eliane ALANGBA, Directrice Général de BOA Capital Securities, Bank of Africa- BMCE Group, qui a présenté le compte-rendu d'émission de l'opération au nom du consortium, « cette obligation a suscité un grand engouement auprès des investisseurs, personnes physiques ou morales, qui ont

été mobilisés avec l'appui de l'ensemble des sociétés de gestion et d'intermédiation de la zone. Le fait de coter cette obligation donne une nouvelle opportunité d'acquisition aux investisseurs sur le marché secondaire ». Le succès de cette première journée de cotation confirme l'intérêt du marché secondaire pour ce type d'instrument qui permet d'élargir la palette des supports d'investissement disponibles sur la place financière régionale de l'UEMOA. Le FCTC, qui est géré par ALC Titrisation, leader sur le marché de la titrisation dans l'UEMOA, a effectué un premier paiement d'intérêt le 27 février 2024. Le prochain paiement est prévu pour le 27 mai 2024. Il est important de noter que la seconde phase de la levée de fonds, portant également sur un montant de 60 milliards F CFA (soit un programme global de 120 milliards F CFA) sera initiée dès le 4ème trimestre 2024.

AUX DECIDEURS...

Emploi, un nouvel outil de données

On estime que 23,6 millions de jeunes Africains (âgés de 15 à 35 ans) sont au chômage, soit un sur 22 (4,5 %). Ce nombre devant atteindre 27 millions d'ici 2030, le besoin d'emplois est crucial. Mais la clé d'une bonne politique de création d'emplois réside dans de bonnes données.

Dans ce contexte, le World Data Lab (une entreprise de données produisant des estimations sur les dépenses et la démographie) et la Fondation Mastercard ont lancé l'Africa Youth Employment Clock – un outil permettant de suivre la croissance de l'emploi des jeunes et de prévoir les tendances de l'emploi des jeunes jusqu'en 2030.

Moina Spooner, de The Conversation Africa, a interrogé la scientifique des données Katharina Fenz, qui a développé la méthodologie et la modélisation des données pour l'horloge, sur ses principales conclusions et ce qu'elle espère réaliser.

L'Horloge de l'emploi des jeunes en Afrique fournit des informations en temps réel sur la situation d'emploi des personnes âgées de 15 à 35 ans à travers le continent. Cela signifie que les chiffres de l'emploi changent constamment, montrant chaque jour de nouvelles prévisions. Cela inclut le statut d'emploi des jeunes et s'ils sont aux études ou en formation.

L'horloge fonctionne en regroupant et en analysant les données sur le marché du travail et l'éducation provenant de diverses sources pour présenter une image complète de la dynamique de l'emploi des jeunes. Les sources comprennent des données nationales et des données de l'Organisation internationale du travail.

Il s'agit de données au niveau national pour tous les pays africains. Pour certains pays sélectionnés, comme le Kenya et le Rwanda – qui sont les pays cibles de la Fondation Mastercard – des données infranationales sont fournies.

Les données sont ventilées par sexe, niveau d'éducation et secteur. Cela donne un aperçu nuancé des défis et des opportunités auxquels sont confrontés les jeunes sur le marché du travail. Il montre quels groupes de jeunes ont le plus besoin de soutien – par exemple, s'il y a plus d'hommes ou de femmes au chômage ou quel est le lien entre le niveau d'éducation et le chômage.

L'horloge contient des données pour les années 2015 à 2030. Sur la base de l'analyse que nous avons effectuée au World Data Lab, plusieurs tendances clés ont émergé des données fournies par l'horloge.

L'une des principales préoccupations est le nombre toujours élevé de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou ne suivent pas de formation dans de nombreux pays africains. En 2024, 111,6 millions de jeunes Africains – soit 21,2 % de tous les jeunes Africains – étaient inactifs. Les chômeurs et les inactifs constituent deux groupes différents. Les chômeurs sont ceux qui n'ont pas d'emploi actuellement, mais qui en recherchent un. Les personnes inactives n'ont pas non plus d'emploi, mais n'en recherchent pas. Par exemple, ils peuvent s'occuper des membres de leur famille à temps plein.

Les données présentées par l'Africa Youth Employment Clock peuvent contribuer à éclairer les interventions politiques fondées sur des données probantes.

Les décideurs politiques peuvent utiliser leurs connaissances pour prioriser les initiatives qui augmenteront le niveau d'éducation. Par exemple, les ONG pourraient être en mesure d'identifier les pays qui ont le plus besoin de soutien.

Cela pourrait permettre aux décideurs politiques de garantir qu'il y ait suffisamment de jeunes possédant les compétences nécessaires dans ce secteur.

Les investissements dans les programmes d'éducation et de développement des compétences peuvent aider les jeunes à bénéficier d'opportunités d'emploi décent. À mesure que les économies s'éloignent de l'agriculture pour se tourner vers l'industrie et les services, les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée répondant aux normes internationales.

De plus, la technologie prend de plus en plus d'importance dans de nombreux emplois. Les entreprises rechercheront des personnes possédant des compétences en technologies de l'information et en mathématiques. Ces compétences ne sont souvent accessibles qu'aux personnes ayant au moins une certaine éducation secondaire.

Les efforts ciblés visant à réduire le nombre de jeunes sans emploi, sans éducation ou sans formation peuvent s'appuyer sur les données géographiques et démographiques disponibles à tout moment.

Les parties prenantes peuvent utiliser les données sur les tendances sectorielles de l'emploi pour promouvoir une croissance économique qui entraîne une augmentation de la richesse et des opportunités qui profitent à tous les membres de la société.

Midas Tigossou

Image du jour

Soirée musicale

ET ÉCHANGES AVEC JULES AHADZI KOMLAN

ANIMATION MUSICALE AUTOUR DE L'ŒUVRE
DE JULES AHADZI KOMLAN - JULES AHADZI KOMLAN
AMBIANCE MUSICALE : - ROGER AIME RIBOUEM ET TABITA
- RODRIGUE BELLOW ET SON GROUPE

BELLA BELLOW

UNE LÉGENDE AFRICAINE

JULES AHADZI KOMLAN

ROGER AIME RIBOUEM

RODRIGUE BELLOW

Jeudi 16 Mai 2024

à partir de 18h30'

© Annexe Goethe-Institut Lomé non loin du carrefour GTA en face de la station MRS, en Direction de la Gare Routière Agbalépédogan

Entrée Gratuite

www.goethe.de/lome

GOETHE INSTITUT

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Opportunités d'affaires

L'axe BOAD-CDP pour le co-financement Italie-Afrique

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a signé le 08 mai 2024, un protocole d'accord avec la Banque Italienne de Développement, Cassa Depositi e Prestiti (CDP), lors de la conférence Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique. Cet accord vise à promouvoir des opportunités d'affaires et des stratégies de cofinancement pour les entreprises italiennes et africaines et s'inscrit dans le cadre du Plan Mattei du gouvernement italien, lancé en janvier 2024 lors du Sommet Italie-Afrique.

DIALOGUE INTER-ENTREPRISES ITALIE-AFRIQUE : LA BOAD ET LA CDP SIGNENT UN ACCORD POUR LA PROMOTION DE NOUVELLES OPPORTUNITES D'AFFAIRES ET DE STRATEGIES DE CO-FINANCEMENT ENTRE L'AFRIQUE ET L'ITALIE

Rome, le 8 mai 2024 – La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), a procédé, ce jour, à la signature d'un protocole d'accord avec la Banque Italienne de Développement, Cassa Depositi e Prestiti (CDP), portant sur la promotion d'opportunités d'affaires et de stratégies de cofinancement, au profit d'entreprises italiennes et africaines.

Cet accord intervient en marge de la conférence Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique, organisée par le Ministère italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, réunissant plusieurs Banques de Développement et institutions financières régionales. En phase avec le Plan Mattei, nouveau plan de coopération du gouvernement italien, lancé en janvier 2024, au Sommet Italie-Afrique, le Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique en constitue l'une des toutes premières initiatives. Cette plateforme de dialogue et d'échanges entend consolider les relations de coopération entre

l'Italie et les pays africains, dans les domaines prioritaires que sont le secteur privé, les infrastructures, la sécurité alimentaire et énergétique.

Pour rappel, le Plan de Coopération Mattei porte sur un engagement initial de plus de 5,5 milliards d'Euro, soit plus de 3600 milliards de FCFA.

« La signature de cet Accord confirme le solide partenariat entre la BOAD et la CDP. Assurément, le Dialogue Inter-Entreprises Italie-Afrique instaure les fondements d'une nouvelle coopération, plus innovante et plus efficiente, entre l'Afrique, et particulièrement, notre zone d'intervention, l'UEMOA » a déclaré M. Serge EKUE, Président de la BOAD.

A propos de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Etablissement public à caractère international, la BOAD a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses sta-



tuts, « de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois mécanismes de financement de la finance climat (GEF, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions relatives à la construction d'une architecture internationale de la finance climat. Elle abrite, depuis janvier 2013, le premier Centre régional de col-

laboration (CRC) sur le Mécanisme pour un développement propre (MDP) dont le but est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé, pour l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque co-préside avec Bancoldex, la Banque Colombienne de développement des affaires et de l'exportation, l'International Development Finance Club (IDFC), qui rassemble 26 banques nationales, régionales et bilatérales de développement du monde entier.

A propos de la CDP

La Cassa Depositi e Prestiti (CDP) est la Banque de Développement d'Italie qui a été créée en 1850 à Turin. Il s'agit d'un organisme public italien contrôlé majoritairement par le Ministère de l'Économie et des Finances italien et par diverses fondations d'origine bancaire. La CDP encourage le développement durable en Italie, en utilisant l'épargne de manière responsable pour soutenir la croissance et stimuler l'emploi, en soutenant l'innovation, la compétitivité des entreprises,

les infrastructures et le développement local.

La CDP est également l'institution financière italienne pour la coopération au développement. Dans ce rôle, elle finance des initiatives économiques, environnementales et sociales à fort impact dans des secteurs stratégiques et promeut des programmes spécialisés pour le changement climatique, l'inclusion financière et l'entrepreneuriat féminin dans les pays en développement et les marchés émergents.

(BOAD)

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Foire Internationale de Lomé

Top départ de la 19ème FIL et de la 5ème foire « Made in Togo »

Le coup d'envoi de la 19ème édition de la Foire Internationale de Lomé et de la 5ème édition de la foire "Made in Togo" vient d'être donné. Lors du lancement officiel de la campagne de promotion de ces deux événements majeurs, le mardi 14 mai 2024, le directeur général du Centre togolais des expositions et foires (CETEF), Alexandre De Souza, a dévoilé les perspectives et les objectifs ambitieux pour cette année.

● Hélène Martelot

La foire internationale de Lomé va se tenir du 22 novembre au 8 décembre 2024, et la foire "Made in Togo", du 26 juillet au 4 août 2024 sur le site du CETEF. Cette année, ces foires arrivent un peu plus tôt cette année, et cela promet une période d'activité intense pour l'économie togolaise. Mais ce qui est encore plus excitant, c'est l'engagement à améliorer l'organisation et la logistique de ces événements, comme l'a souligné Alexandre De Souza. Des ajustements ont été apportés suite à l'évaluation de la dernière édition, mettant l'accent sur une inscription préalable des exposants selon un calendrier précis. « Cette anticipation des détails organisationnels vise à garantir une expérience fluide pour tous les participants », a précisé M. De Souza. La Foire Internationale de Lomé, depuis ses débuts en 1985, a gagné en importance pour devenir l'une des plus grandes foires multisectorielles de la sous-région ouest-africaine. Elle est devenue un point de ren-



contre incontournable pour tous les acteurs de l'économie togolaise et régionale. Quant à la Made in Togo, elle met en avant la production locale et encourage sa consommation, jouant ainsi un rôle crucial dans le développement économique du pays. A travers le thème retenu pour cette édition, "Norme et qualité des produits et services : outils de compétitivité et d'accès au marché connecté" l'organisation veut sensibiliser les opérateurs économiques à l'importance de la conformité aux normes et réglementations pour renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

Renforcer les entreprises locales

D'après le ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Rose Kayi Mivedor, la priorité du gouvernement est de renforcer les entreprises locales, tant sur le plan national qu'international, en leur permettant de développer durablement leurs échanges commerciaux. « Pour ce faire, il est essentiel de se conformer aux normes et aux réglementations internationales de qualité. Le thème choisi pour la 19ème FIL souligne l'importance de cette conformité aux normes internationales. Dans un contexte économique où les entreprises locales rencontrent des difficultés à s'imposer sur les marchés extérieurs, il est nécessaire de réfléchir stratégiquement pour améliorer les plans d'action et les stratégies de commercialisation », a rappelé Mme Mivedor. Ce lancement de la 19ème Foire Internationale de Lomé et la 5ème Made in Togo annonce une période passionnante et prometteuse pour l'économie togolaise. Avec une préparation minutieuse, un engagement fort et un enthousiasme contagieux, ces événements s'annoncent comme des moments clés pour mettre en valeur le dynamisme et le potentiel économique du Togo sur la scène internationale.



Togo

Le Faiej numérise l'appui aux jeunes entrepreneurs

Au Togo, le Fonds d'Appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a récemment lancé ADACE, une application mobile révolutionnaire destinée à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes togolais. L'outil numérique offre notamment des outils et ressources pour la création d'entreprise.

Disponible notamment sur la plateforme de téléchargement Play Store, ADACE propose un parcours de formation immersif, composé de jeux de simulation en français, éwé et kabyè, couvrant des aspects cruciaux comme les études de marché, techniques et financières. Il s'agit pour le Fonds, de permettre aux jeunes entrepreneurs d'acquérir des compétences pratiques en prenant des décisions stratégiques dans des scénarios réalistes, à travers une approche ludique et éducative. L'application permet également de générer automatiquement des plans d'affaires en PDF, facilitant ainsi la structuration et la présentation des projets, indiquant-t-on.



Un forum d'échanges

Outre la formation, ADACE intègre un forum interactif où les utilisateurs peuvent échanger avec des experts du FAIEJ et partager leurs expériences avec d'autres créateurs d'entreprise. Une médiathèque riche en documents et médias sur l'entrepreneuriat complète cet

outil, offrant des ressources continues pour approfondir les connaissances acquises. Depuis son opérationnalisation en 2012 jusqu'à fin mars 2024, le FAIEJ revendique la création de plus de 26 000 emplois durables, pour un total cumulé de plus de 8,6 milliards FCFA de crédits octroyés aux jeunes. (Togo First)

Recherche et Innovation

A Lomé, experts, universitaires et entrepreneurs appellent à la création d'un fonds d'investissement

Le Togo s'apprête à franchir une nouvelle étape dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Le vendredi 10 mai dernier, des experts, universitaires et entrepreneurs de 20 pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) se sont réunis à Lomé pour valider un important rapport en faveur de la création d'un fonds national de soutien à la recherche et à l'innovation.

Ce document propose des mesures concrètes pour la mise en œuvre de ce fonds, destiné à encourager les projets innovants et à valoriser les résultats de la recherche. Ce fonds, une fois opérationnel, aura pour mission de soutenir les chercheurs et innovateurs togolais. Les conclusions du rapport validé renforcent les liens entre le gouvernement, les universités, l'industrie et la société civile, tout en s'alignant sur les objectifs de la Feuille de Route gouvernementale Togo 2025. « Ce rapport présente des recommandations pertinentes pour la mise en place d'un Fonds de Soutien à la

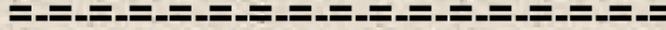
recherche et à l'innovation. Ces recommandations sont complétées avec une feuille de route pour aller vers la mise en place de ce fonds », indique M. Kokou Tona, président du panel d'experts réunis pour la circonstance. « Le fonds dédié au ministère de l'Enseignement technique et de la Recherche, sous la supervision d'un directeur avec son équipe technique, va évoluer vers une agence gouvernementale. En ce moment, la structure de gouvernance va changer et peut encore évoluer vers une agence autonome et la structure gouvernementale va également changer », a-t-il ajouté.

Nathalie Bitho, présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT-Togo), a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation pour la compétitivité du Togo. Elle a également insisté sur la nécessité d'explorer de nouvelles approches de financement, notamment via des partenariats public-privé, pour surmonter les défis du secteur. A Lomé, l'initiative est perçue comme une opportunité pour stimuler la croissance économique et renforcer la position du Togo sur la scène internationale de la recherche et de l'innovation. (Togo Officiel)

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigeria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (fournisseur annuel en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (fournisseur annuel en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					
Solde courant externe (en % du PIB)					
	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)					
	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES



La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

1. Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

2. Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

3. Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée

de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

4. Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

5. Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre par mail, au plus tard le **31 mai 2024**, leur dossier de candidature portant en objet la mention "**Programme de recrutement de jeunes professionnels - 2025**" à l'adresse ci-après : recrutbidc@bidc-ebid.org

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Afrique

Le Nigéria reprend la place de leader de la production pétrolière

Au terme de mois de mars 2024, le Nigéria avait perdu son rang de premier pays producteur africain de pétrole brut au profit de la Libye dans un contexte de baisse soutenue de sa production d'or noir.

Le Nigéria a produit en moyenne 1,28 million b/j de pétrole brut au terme du mois d'avril. Un plateau qui, d'après le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) publié mardi 14 mai, affiche une hausse de 4,07 % par rapport aux 1,23 million b/j réalisés en mars. Derrière cette embellie qui permet au Nigéria de reprendre sa place de premier producteur africain d'or noir devant l'Algérie qui a produit 907 000 b/j, les efforts de l'État en lien avec sa volonté d'améliorer la production pour atteindre le quota de l'OPEP de 1,5 million b/j. Ce développement



n'occulte cependant pas les défis de l'industrie pétrolière nigériane notamment les problèmes récurrents de sécurité dans un contexte de fluctuation des prix du brut. Conformément à cette politique, le pays a mis en production, à travers la société publique du pétrole (NNPC Ltd), un gise-

ment pétrolier dans l'OML 13 ciblant un plateau de production de 40 000 b/j. Ceci, alors que quelques semaines plus tôt, deux sites pétroliers prometteurs, respectivement dans les OML 24 et 85, avaient également été relancés.

Avec Agence Ecofin

Télécoms

Safaricom annonce un bénéfice de 1.07 milliard de dollars

Les revenus de Safaricom ont augmenté de 13.4% à 335.3 milliards KSh (2.5 milliards de dollars), M-PESA, son produit d'argent mobile, représentant 42.4% à 140 milliards KSh et GSM représentant 52.7% à 173.9 milliards KSh (plus d'un milliard de dollars).



Pendant ce temps, il y avait pannes subies deux fois en janvier 2024 et juillet 2023, affectant les fonctionnalités clés de M-Pesa à l'époque. Le résultat net du Groupe, hors intérêts minoritaires, a augmenté de 1.2%, tandis que le résultat net de Safaricom Kenya a augmenté de 13.7%. Safaricom annoncé en août 2023, elle augmentera les limites de compte M-Pesa et de transactions quotidiennes pour ses clients, soutenant ainsi les PME kenyanes. Safaricom a doublé sa base de clients actifs en Éthiopie, pour atteindre 4.4 millions. Le PDG a déclaré qu'il dispose désormais d'un réseau presque deux fois plus petit que celui du Kenya et que ses performances dans la région sont en bonne voie pour respecter ses obligations de licence. "Nous sommes donc satis-

faits de la dynamique commerciale en Éthiopie et fiers d'avoir pu concrétiser cette dynamique avec une équipe de Safaricom Éthiopie composée à 90 % d'Éthiopiens", a déclaré le PDG. La compagnie de télécommunication, lancée en Éthiopie en 2022, obtenu une licence d'émetteur d'instruments de paiement de la Banque nationale d'Éthiopie et a déployé son service d'argent mobile, M-PESA, en 2023. En outre, Ndegwa a déclaré : « Nous sommes extrêmement satisfaits de ce que nous avons pu réaliser en tant que groupe malgré les coûts de démarrage importants de notre activité en Éthiopie. Nous prévoyons qu'à partir de 2025, l'Éthiopie commencera à être un contributeur significatif à la croissance au niveau du groupe, tant en termes de chiffre d'affaires que de résultat net. En outre, le PDG a déclaré qu'investir

dans les nouvelles technologies permettait une plus grande efficacité et un meilleur engagement client et que cette décision était guidée par la vision de devenir une entreprise technologique axée sur un objectif précis. En décembre 2023, Safaricom, via son partenariat avec la carte virtuelle Visa M-Pesa GlobalPay Visa, annoncé proposer des paiements par carte sans contact pour élargir son offre de services au-delà de son offre virtuelle. Adil Khawaja, président du conseil d'administration de Safaricom, a commenté le rapport, affirmant que la croissance de la société a conduit le conseil d'administration à recommander un dividende final de 65 cents par action. Cela signifie que le dividende total payable pour l'exercice 24 sera de un shilling et vingt cents par action, soit un total de 48.08 milliards KSh.

Paiements transfrontaliers en Afrique

Access Bank et Mastercard lancent une solution

Access Bank Group a lancé une solution innovante en collaboration avec Mastercard pour élargir l'accès aux paiements et envois de fonds transfrontaliers vers et depuis le continent, rapprochant ainsi l'Afrique de l'économie mondiale.

● Nicole Esso

En tirant parti des capacités de réseau et de trésorerie de Mastercard Move, Access Bank, via sa plateforme de pointe Access Africa, permettra aux particuliers et aux entreprises de bénéficier de transactions internationales instantanées, traçables, transparentes et rentables. À compter d'aujourd'hui, la solution nouvellement lancée sera opérationnelle dans toute l'Afrique, avec des plans d'expansion en place pour une pénétration plus poussée à travers le continent. La solution offre une passerelle mondiale pour les entreprises et les particuliers qui tirent parti de la compréhension approfondie du groupe Access Bank des marchés africains et de sa vision tournée vers l'avenir qui vise à réaliser les aspirations des clients grâce à des ensembles de produits innovants. En associant les multiples actifs du réseau complémentaire de Mastercard et les capacités de trésorerie de Mastercard Move, cette collaboration offre aux clients plus de choix concernant leurs moyens de paiement. Les envois de fonds transfrontaliers continuent de jouer un rôle important dans l'économie africaine, avec des flux vers l'Afrique subsaharienne augmentant d'environ 1,9 % en 2023 pour atteindre 54 milliards de dollars en raison de la forte croissance des envois de fonds au Mozambique,



au Rwanda et en Éthiopie, le Nigeria représentant 38 milliards de dollars. % des flux de transferts de fonds. En 2024, les flux de transferts de fonds vers la région devraient augmenter de 2,5 %. Les paiements transfrontaliers B2B constituent une bouée de sauvetage pour une grande partie des entreprises qui dépendent du commerce régional et international pour alimenter la croissance des économies africaines. « Nous sommes ravis de collaborer avec Mastercard pour faire progresser l'inclusion financière en Afrique grâce à l'initiative Access Africa », a déclaré Robert Giles, conseiller principal, banque de détail, Access Bank. « En combinant nos forces, nous pouvons débloquer de nouvelles opportunités, combler le fossé financier et créer un avenir plus inclusif et plus prospère pour tous les Africains. » Les clients des pays d'exploitation d'Access Bank en Afrique ont désormais la possibilité d'envoyer et de recevoir des paiements transfrontaliers dans le monde entier via divers canaux, notamment les comptes bancaires, les portefeuilles mobiles, les cartes et les espèces. « Donner aux clients d'Access Bank des solutions innovantes qui privilégient le choix, la sécurité et la flexibilité est une

réalisation qui nous remplit d'une grande fierté. Cette collaboration témoigne de notre engagement à transformer les expériences de paiement, car elle apporte non seulement des solutions de paiement de pointe à la clientèle diversifiée de la banque, mais étend également la portée de l'écosystème financier et numérique de Mastercard, garantissant que des millions de personnes issues de communautés mal desservies puissent participer activement à l'évolution financière et l'économie numérique", ajoute Mark Elliott, président de la division Afrique chez Mastercard. Fable Fin-tech, partenaire express du programme de partenariat Mastercard Move, était le partenaire de mise en œuvre technique de la solution, collaborant efficacement avec les experts d'Access Africa et de Mastercard Move. Cette collaboration révolutionnaire représente une étape importante vers la création d'un écosystème financier plus inclusif en Afrique, les deux parties étant déterminées à continuer de tirer activement parti de leurs forces, ressources et expertise collectives pour favoriser un changement significatif et l'inclusion financière de millions de personnes à travers le continent.

Madagascar

Starlink obtient sa licence pour connecter l'île !

Une nouvelle ère pour l'accès à Internet à Madagascar se profile à l'horizon avec l'entrée de Starlink, le géant du satellite, sur le marché local.

L'Agence de Régulation des Technologies de Communication (Artec) a officiellement accordé à Starlink Madagascar SA une licence pour l'installation et l'exploitation de services Internet large bande par satellite. Cette décision marque une étape cruciale pour l'entreprise, lui permettant de devenir un opérateur télécom à part entière sur l'ensemble du territoire national. Validée pour une période de cinq ans, cette licence devrait considérablement augmenter la connectivité dans les zones les plus reculées de l'île. Starlink, connu pour sa capacité à fournir Internet haute vitesse

via sa constellation de satellites en orbite basse, envisage de transformer le paysage numérique malgache. Ce service est particulièrement attendu dans les régions où l'accès à Internet stable et rapide est longtemps resté un défi. L'arrivée de Starlink pourrait non seulement com-

bler le fossé numérique entre les zones urbaines et rurales de Madagascar mais aussi stimuler le développement économique et l'éducation, ouvrant de nouvelles voies pour le progrès social et économique sur l'île.

Avec [afriqueitnews.com](https://www.afriqueitnews.com)



mercredi 15 mai 2024

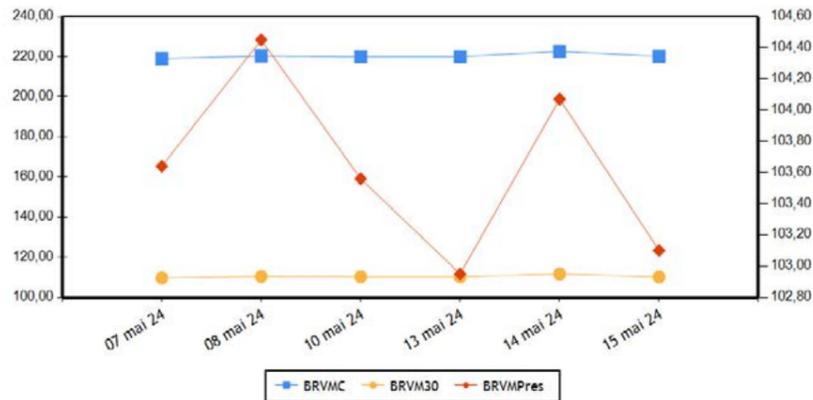
N° 92

BRVM COMPOSITE	220,20
Variation Jour	-1,09 % ↓
Variation annuelle	2,83 % ↑

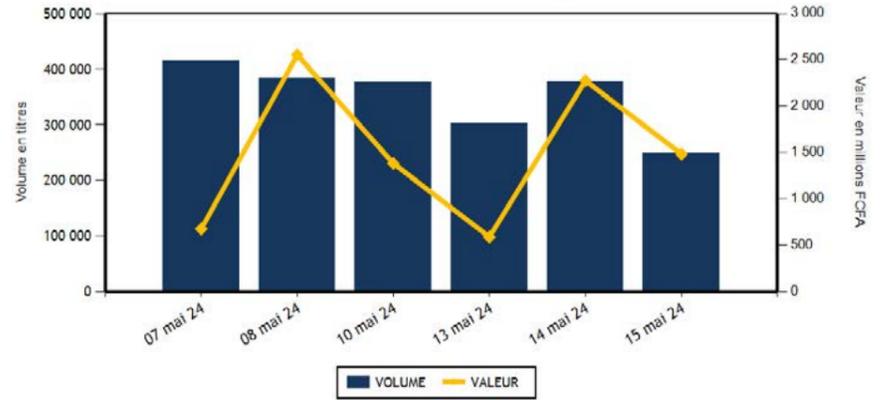
BRVM 30	110,17
Variation Jour	-1,34 % ↓
Variation annuelle	2,15 % ↑

BRVM PRESTIGE	103,10
Variation Jour	-0,93 % ↓
Variation annuelle	1,61 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 192 158 326 829	-1,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	200 500	12,86 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 005 405 352	80,07 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	-31,58 %
Nombre de titres en baisse	17	13,33 %
Nombre de titres inchangés	11	57,14 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	3 200	6,14 %	-2,14 %
SONATEL SN (SNTS)	18 995	5,97 %	5,65 %
SODE CI (SDCC)	4 950	5,32 %	3,77 %
BICI CI (BICC)	8 400	5,20 %	12,15 %
SAPH CI (SPHC)	2 495	4,61 %	6,17 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,10	-0,93 %	1,61 %	35 313	533 705 155	6,97
BRVM-PRINCIPAL	36	106,02	-0,68 %	1,98 %	165 187	471 700 197	8,61

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	104,56	-0,65 %	3,49 %	7 604	44 798 215	8,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	556,23	-2,53 %	4,66 %	49 708	612 132 110	8,45
BRVM - FINANCES	15	87,57	0,38 %	1,33 %	124 390	319 592 172	5,72
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	-0,33 %	9,38 %	340	503 670	8,02
BRVM - AGRICULTURE	5	159,02	2,99 %	-1,57 %	7 480	9 664 890	11,69
BRVM - DISTRIBUTION	7	320,91	-0,45 %	-2,22 %	10 950	18 693 165	39,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	937,75	-2,56 %	-15,56 %	28	21 130	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,67
Taux de rendement moyen du marché	8,46
Taux de rentabilité moyen du marché	9,66
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	143
Volume moyen annuel par séance	329 438,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 016 143 776,31

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,03
Ratio moyen de satisfaction	16,93
Ratio moyen de tendance	240,74
Ratio moyen de couverture	41,54
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	7,29
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Finlande

Helsinki visée par une cyberattaque d'ampleur

«Il s'agit de l'une des plus grosses cyberattaques visant les villes finlandaises», affirme un responsable.

La ville d'Helsinki a été visée par une cyberattaque qui pourrait avoir compromis les données de 80'000 étudiants et de 40'000 employés municipaux, a indiqué mardi l'autorité chargée de la cybersécurité en Finlande. Un réseau de données utilisé par le service Education de la ville, qui supervise de la petite enfance à l'enseignement secondaire à Helsinki, a été visé par une cyberattaque le 30 avril, a dit Jussi Eronen, un responsable du Centre national de cybersécurité. «Il s'agit de l'une des plus grosses cyberattaques visant les villes finlandaises», a ajouté Eronen, dont les services fournissent une assistance aux organisations touchées. En exploitant une vulnérabilité du serveur connecté à ce réseau, les attaquants ont réussi à accéder aux noms, adresses électroniques, numéros d'identité des élèves, de leurs représentants légaux et des employés des écoles de la capitale. Ils ont également



obtenu les noms d'utilisateurs et adresses de courrier électronique de tout le personnel municipal, a indiqué lundi la ville d'Helsinki dans un communiqué.

«Conséquences fâcheuses»

«Il s'agit d'une violation de données très sérieuse, qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour nos clients et notre personnel», a déclaré Jukka-Pekka Ujula, directeur des services de la ville d'Helsinki. «Certains documents contiennent des informations personnelles confidentielles ou sensibles», telles que des certificats mé-

dicaux ou des arrêts-maladie, selon la ville. «Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que l'auteur de l'attaque ait eu accès à des données de personnes soumises à des restrictions de non-divulgaration», a déclaré la ville. L'identification de l'auteur de l'attaque pourrait prendre des jours voire des mois, selon Eronen. Cette cyberattaque est intervenue le jour de la condamnation d'un homme à plus de six ans de prison pour le piratage de dizaines de milliers de dossiers de patients suivis en psychothérapie en Finlande.

(AFP)

Marchés numériques

Booking devient la première entreprise européenne soumise au règlement

La plateforme néerlandaise est désormais soumise aux règles de concurrence strictes imposées dans le nouveau règlement sur les marchés numériques (DMA). Un cadre de surveillance renforcé auquel sont déjà soumises de grandes entreprises de la tech américaine ou encore le réseau social TikTok.

Et la première entreprise européenne à être soumise au nouveau règlement sur les marchés numériques (DMA) est : Booking. Ce lundi, la Commission européenne a annoncé que la plateforme néerlandaise de réservation d'hôtels était désormais soumise aux nouvelles règles de concurrence plus strictes imposées dans l'UE à une poignée de géants technologiques. «Booking est un acteur important dans l'écosystème touristique européen, nous allons nous assurer qu'il respectera complètement ses obligations», a déclaré le commissaire européen au Numérique, Thierry Breton. «La bonne nouvelle aujourd'hui c'est que les vacanciers pourront bénéficier de plus de choix et les hôtels auront plus d'opportunités commerciales», a affirmé la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager.

Six mois pour se mettre totalement en conformité

Booking dispose désormais d'un délai de six mois pour se mettre en conformité



avec toutes les dispositions légales. Une fois ce délai passé, l'entreprise pourrait se voir infliger des amendes à hauteur de 10% de son chiffre d'affaires en cas de faute avérée, voire 20% en cas de récidive. «Nous examinons actuellement cette décision de désignation, et nous continuerons à travailler de manière constructive avec la Commission pour l'implémentation des solutions de mise en conformité», a réagi l'entreprise dans un bref communiqué. Dans le même temps, la Commission a annoncé qu'elle ouvrait une enquête pour savoir si le DMA devait s'appliquer aussi au réseau social X (anciennement Twitter), propriété d'Elon Musk. Elle dispose de cinq mois pour se prononcer.

Des procédures déjà lancées contre Apple, Google et Meta

(Avec AFP)

Dans cette optique, fin mars, la Commission européenne a ainsi lancé cinq procédures contre Apple, Alphabet (Google) et Meta (Facebook, Instagram) soupçonnés d'infractions aux règles européennes de la concurrence. Dans le détail, Apple et Alphabet sont visés pour des restrictions dans leurs magasins d'applications Google Play et App Store. Selon la Commission, les deux groupes «limitent la capacité des développeurs à communiquer et promouvoir librement leurs offres et à conclure directement des contrats» avec les utilisateurs finaux, «notamment en imposant divers frais». Sur ce dossier, Apple s'est déjà vu infliger début mars une amende de 1,8 milliard d'euros par la Commission, au terme d'une enquête ouverte en juin 2020 après une plainte de la plateforme de streaming musical Spotify.

Jeu vidéo

Sony anticipe une année molle pour la PlayStation 5

Les objectifs ont été dépassés pour l'exercice 2023/24. Le prochain ne sera pas aussi brillant.



Le géant japonais de l'électronique grand public Sony a dépassé ses objectifs sur son exercice achevé fin mars, mais est resté prudent pour l'avenir, s'attendant notamment à un recul de ses ventes dans les jeux vidéo. Son bénéfice net sur l'exercice écoulé 2023/24 a atteint 970,6 milliards de yens (5,6 milliards de francs), en recul de 3,5% sur un an, et son bénéfice opérationnel a baissé de 7,2%, malgré une hausse de ses ventes de 19%, selon ses résultats publiés mardi. Sony explique le repli de son résultat opérationnel par un fort recul de son activité de services financiers, en raison notamment de gains exceptionnels l'année précédente. Ses résultats ont en revanche été soutenus par ses ventes dans les jeux vidéo grâce à la faiblesse du yen, ainsi que dans le cinéma, où Sony dit avoir bénéficié d'un plus grand nombre de sorties en salles et d'une augmentation des abonnés de son service de streaming de dessins animés Crunchyroll. Pour l'exercice 2024/25 entamé le 1er avril, Sony prévoit une nouvelle baisse de son bénéfice net (-4,7%) à 925 milliards de yens (5,3 milliards de francs) et de ses ventes (-5,5%).

Déclin des ventes de PS5

Il escompte notamment une diminution des ventes de sa console PlayStation 5 sortie en 2020, après avoir déjà peiné à atteindre sa cible de 21 millions d'exemplaires vendus pour l'exercice écoulé, objectif qui avait pourtant été abais-

sé en cours de route. «Alors que nous entrons dans la seconde moitié du cycle de vie de (cette) console, nous nous attendons à ce que les ventes de PS5 diminuent progressivement», a admis lors d'une conférence de presse Naomi Matsuoka, une vice-présidente du groupe. L'objectif de ventes en volume de la console pour 2024/25 a été fixé à 18 millions d'unités, a-t-elle précisé.

Les successeurs à Jim Ryan dévoilés

Plus tôt mardi, le groupe avait annoncé la nomination d'un duo à la tête de Sony Interactive Entertainment (SIE, la «division PlayStation») pour succéder à Jim Ryan, dont le départ, annoncé en septembre dernier, a eu lieu fin mars. A partir du 1er juin, le Japonais Hideaki Nishino et le Néerlandais Hermen Hulst occuperont chacun un poste de directeur général de SIE, respectivement des produits et services PlayStation et des studios de développement de jeux, des fonctions qu'ils occupaient déjà de fait. Ils auront fort à faire pour redynamiser la branche PlayStation, qui a annoncé fin février la suppression de 900 emplois, soit 8% de ses effectifs mondiaux. L'annonce de ces licenciements «semble avoir fait baisser les ventes. Je pense que les consommateurs hésitent à acheter la PS5», a déclaré à l'AFP l'analyste Hideki Yasuda de Toyo Securities, interrogé avant les résultats de Sony.

Sony reste coi sur Paramount

Le directeur opérationnel et financier de Sony, Hiroki Totoki, a refusé mardi de com-

menter les informations de presse selon lesquelles le groupe nippon veut s'associer avec le fonds d'investissement américain Apollo pour une offre de rachat de l'entreprise de médias et de divertissement Paramount Global, certains médias évoquant un montant de 26 milliards de dollars. Un rachat de Paramount, qui en plus de ses productions cinématographiques possède des chaînes de télévision comme CBS ou MTV et le service de streaming Paramount+, rendrait Sony Pictures Entertainment encore plus puissant, alors que le groupe japonais a récemment essuyé un revers en Inde, où son projet de fusion avec Zee Entertainment a capoté. «Nous pensons que Sony s'intéresse à Paramount+ pour ses licences, comme les films et les programmes télévisés, et pour les possibilités de créer des synergies avec les activités de Sony dans le domaine des jeux, de l'animation et de la musique», ont commenté des analystes de JP Morgan dans une note. Sony prévoit malgré tout une hausse de 5,5% de son bénéfice opérationnel en 2024/25, notamment grâce aux performances de sa division de capteurs d'images, qui devrait être tirée par la demande dans les appareils mobiles. Le groupe a aussi annoncé mardi un fractionnement de ses actions par cinq afin d'accroître leur liquidité, une opération qui prendra effet le 1er octobre, ainsi qu'un programme de rachat de ses propres actions pour un montant total de 250 milliards de yens (1,5 milliard d'euros).

(AFP)

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
9 ^{ème} édition du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture	08 au 11 février 2024	Oran, Algérie +213 20 30 56 54/ 213 5 55 57 80 16 Email : spia@capaalgerie.com https://www.capaalgerie.com	Gouvernement Algérien
14 ^{ème} Salon méditerranéen de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15 au 19 mai 2024	Palais des Foires Sfax (Tunisie) +216 74228770 / 28 610 000/01 www.smamedfood.com	Sfax International Fair Association
3 ^{ème} édition du Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation (FONI 2024)	16 au 17 mai 2024	Hôtel 2 février Lomé/Togo +228 93 03 36 36 / +228 97 67 30 30 +228 22 20 38 41 INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA WWW.FONI.AFRICA	Afrik Créances
9 ^{ème} édition du Salon « PETROAFRICA »	25 au 28 juin 2024	El Kram expo center, Tunisie Email : besma@petroafrica.org www.petroafrica.org Tél : +216 22 310 729 / +216 54 246 752	XTRADE For Events Secteur : Pétrole, Gaz, Energie
Salon international du Transport et de la Logistique « Logistica Africa 2024 »	25 au 28 juin 2024	Centre Main Bowi de Tafawa Balewa Square à Lagos, Nigéria kayodesoquntuase@yahoo.co.uk +234 81 328 37 393	Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Nigéria
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistbenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Ceo Forum Rendez-vous annuel du secteur privé africain	16 au 17 mai 2024	Kigali Rwanda Email : register@theafricaceoforum.com partners@theafricaceoforum.com tél : +221 33 889 21 06	IFC Jeune Afrique Média Group

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Concernant vos finances, vous gérez votre budget avec beaucoup de sérieux et de rigueur. Si les circonstances vous y obligent, vous n'hésitez pas à vous serrer la ceinture et à contraindre votre petite famille à faire de même. Vos efforts seront récompensés. Lentement mais sûrement, votre situation matérielle s'améliorera.

Taureau Votre goût du risque sera décuplé par cette ambiance astrale et vous poussera à effectuer des opérations financières audacieuses. Vous aurez envie de tenter le tout pour le tout et de forcer les choses, histoire de gagner le maximum d'argent en un minimum de temps.

Gémeaux Redoublez de vigilance en matière financière. Vous serez en effet tenté d'accorder trop facilement votre confiance. Ne vous laissez pas entraîner dans des aventures financières hasardeuses par des personnes peu fiables. Ouvrez l'oeil ! Evitez, également, de dépenser à tort et à travers.

Cancer Journée difficile pour vous en raison des contraintes financières extrêmement pénibles que vous imposera Jupiter. Vous ne pourrez pas faire grand-chose pour remédier à la situation. Mais vous pourrez empêcher de tels déboires de revenir vous importuner dans l'avenir en modifiant vos habitudes de dépense. N'essayez pas de gagner de l'argent par le biais de jeux de hasard ou d'autres paris : le bon argent, ça se mérite !

Lion Sur le plan financier, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Avant la fin de la journée un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets et vos spéculations restent intelligents et raisonnables.

Vierge Jupiter, le maître de la chance, vous protégera de toute sa puissance sur le plan pécuniaire. Certes, vous ne devez pas relâcher vos habitudes de vigilance, mais vous ne risquez en aucun cas des difficultés notables.

Balance Pas d'investissements massifs en ce moment, sauf si vous êtes prêt à n'avoir qu'une chance sur deux de gagner. Consultez des personnes compétentes. Il serait opportun de vous serrer la ceinture.

Scorpion La prudence s'imposera dans la gestion de vos finances. Prévoyez un budget très serré. Ne jetez pas l'argent par les fenêtres, autrement vous vous retrouveriez rapidement face à des problèmes angoissants !

Sagittaire La chance sera de votre côté dans une mise de fonds en commun ou dans une discussion financière. Avec l'appui total de Saturne, vous pourrez prendre des risques.

Capricorne Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

Verseau Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

Poisson Trois astres, tous gentils, devraient vous permettre de réaliser de bonnes opérations financières. Ce puissant cocktail planétaire devrait vous aider à améliorer vos revenus. Il est possible que l'on vous fasse une proposition très intéressante ; n'hésitez pas à l'accepter. Pensez aussi à réorganiser vos placements ; ils pourront vous rapporter plus. Et puis, pour une fois, tentez le sort aux jeux.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
N° : AMI 2024-001/UGP-CCT/PCTL2/UEMOA/DDC/DENDI GANDA

**POUR LA CONSTITUTION D'UNE LISTE RESTREINTE DE BUREAUX D'ETUDES
POUR LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE
REHABILITATION DE LA DIGUE KESSA-GATAWANI DANS LES COMMUNES DE
GAYA ET TOUNOUGA (LOT1) ET POUR LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE
DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA PISTE GAYA-DOLE KAINA DANS
LES COMMUNES DE GAYA, TOUNOUGA ET KAMBA (LOT2)**

**PROGRAMME DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE LOCALE
(PCTL) PHASE 2**

Source de financement : Commission de l'UEMOA / Coopération Suisse

1. La Confédération Suisse et l'UEMOA ont signé le 24 mars 2021, une convention pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Programme de Coopération Transfrontalière Locale (PCTL).

Le programme PCTL 2 a pour finalité, le renforcement de l'accessibilité des populations vivant dans les zones transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest aux services socio-économiques et culturels délivrés par les collectivités territoriales dans un environnement juridique, institutionnel et sécuritaire national et régional favorable.

Il est mis en œuvre par le Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA.

2. Avec le CCT, l'UEMOA vise à assurer une meilleure prise en compte du développement local dans les stratégies de développement communautaire et national à travers trois dimensions :

- Faire de la décentralisation un facteur de développement socio-économique local par le renforcement de la qualité de l'offre et de l'accès aux services publics ;
- Faire de la décentralisation un facteur de renforcement de l'ancrage des États par la promotion de la démocratie ;
- Faire de la décentralisation un facteur de renforcement de l'intégration sous-régionale par la promotion de la coopération transfrontalière.

3. La phase 2 du PCTL a prévu en 2024 dans l'Espace Dendi Ganda : (i) la réalisation des travaux de réhabilitation de la digue Kessa-Gatawani dans les communes de Gaya et Tounouga (lot1) et (ii) la réalisation des travaux de réhabilitation de la piste Gaya Dolé Kaina dans les communes de Gaya, Tounouga et Kamba (lot2).

Dans ce cadre, il est prévu la sélection de deux bureaux d'études qui seront chargés du contrôle et de la surveillance des travaux de réhabilitation des deux (02) lots ci-dessus cités.

4. Les missions essentielles attendues du Bureau d'études sont les suivantes :

- i. Accompagner l'entreprise dans l'élaboration et la validation des dossiers d'exécution ;
- ii. Assurer la surveillance et le contrôle de l'exécution des travaux ;
- iii. Assurer le contrôle technique et géotechnique des travaux ;
- iv. Assurer le contrôle administratif et financier des travaux ;
- v. Assurer les réceptions techniques, provisoires et définitives des travaux.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, les consultants admissibles, sont invités à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les consultants intéressés par cet avis, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, pour chaque lot toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en ces prestations en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, nombre d'années d'expériences générales du cabinet, nombre d'expériences spécifiques du cabinet dans le domaine des prestations, organisation technique et managériale du cabinet, références concernant l'exécution des marchés analogues, attestations de bonne fin d'exécution etc...). Ils fourniront en outre les informations suivantes :

- ✓ Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à monsieur le Président du CCT-UEMOA ;
- ✓ Un accord du groupement s'il y a lieu ;
- ✓ Une présentation institutionnelle et expérience générale du consultant ;
- ✓ Une présentation des références techniques du cabinet, faisant ressortir notamment ses expériences pertinentes en rapport avec la présente mission ;
- ✓ Les preuves de l'exécution des prestations analogues soutenues par des copies lisibles des pages de gardes et de signature des contrats exécutés et des attestations de bonne exécution (les références citées par le bureau d'études et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte).

Les Consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux.

7. Le CCT-UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. La sélection du candidat sera faite par Appel d'offres Ouvert tel que défini dans le Règlement d'exécution relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA.

9. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné par lot selon la méthode de sélection fondée sur la qualité et sur le coût.

10. Les appréciations porteront sur les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Note pondérée Maximum
1. Nature des activités du cabinet/firme en relation avec le domaine des prestations	05
2. Nombre d'années d'expériences générales du cabinet dans le domaine des prestations	10
3. Nombre de références du cabinet dans le domaine des prestations	70
4. Organisation technique et managériale du cabinet/firme	15
TOTAL des points	100

11. La note minimale requise pour être présélectionné est de 70/100 et le nombre de candidats présélectionnés ne saurait être inférieur à trois (03) et supérieure à six (06) par lot.

12. En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet/firme ayant réalisé plus de missions (références) sera privilégié.

13. Un bureau d'études ou un groupement de bureaux d'études peut soumettre une candidature pour les deux lots. Cependant, lors de la phase de demande de proposition, un même bureau ne pourra être attributaire que d'un lot. Des propositions distinctes sont requises pour les bureaux d'études qui souhaitent postuler aux deux lots.

14. Les firmes de consultants intéressées remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

- Auprès du Secrétariat Permanent du Cadre de Coopération Transfrontalière Dendi Ganda (CCT – Dendi Ganda) sis à Gaya à l'adresse suivante : Tél : +227 99 23 23 83 / +227 99 89 54 23 / +229 95 80 01 26 Email : mahaman.sm@gmail.com / guidamiga1@gmail.com.

- Auprès de l'Unité de Gestion du Programme PCTL/UEMOA situé au Complexe administratif de l'UEMOA, Ouaga 2000, 5ème étage, Bureau : 531, 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso,
Email : efondis@uemoa.int / bcgtiamore@uemoa.int

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 15 H 00 mn à 16 H 00 mn.

15. Les dossiers de candidature devront être transmis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies en langue française, ainsi qu'une (01) version électronique scannée sur clé USB en format PDF sous pli fermé au:
Secrétariat permanent de la faïçerie CCT-Dendi Ganda, sis à Gaya (Niger) au , Cité Acajou Rue nord-ouest SONIBANK deuxième (2) virage à droite, troisième portail gris à gauche au plus tard le 14 MAI 2024 à 09 h 30 mn.

Toute offre parvenue après l'expiration du délai ci-dessus ne sera pas recevable quel que soit le motif évoqué pour justifier le retard.

✓ L'ouverture des plis se fera en séance publique le 14 MAI 2024 à 10 h 00 mn dans la salle de réunion du secrétariat permanent du CCT-Dendi Ganda sis à Gaya.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'Intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention :
Pour le lot 1 « Avis de Manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte de bureau d'études pour le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de la digue Kessa Gatawani dans les communes de Gaya et Tounouga »

Pour le lot 2 « Avis de Manifestation d'intérêt pour la constitution d'une liste restreinte de bureau d'études pour le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de la piste Gaya- Dole Kaina dans les communes de Gaya, Tounouga et Kamba ».

Feit, le 09 AVR 2024

Le Président du CCT-UEMOA,



Togo / Education

Les nouveaux inspecteurs et conseillers pédagogiques outillés

Le ministère des enseignements primaire, secondaire et technique (MEPST) a remis 350 ordinateurs portables aux Directeurs régionaux de l'éducation (DRE) pour les nouveaux inspecteurs et conseillers pédagogiques ce 10 mai 2024.

Intégrés à leurs fonctions respectives à la fin de leur formation sanctionnée par des soutenances de mémoires de leurs travaux pour les inspecteurs, ils reçoivent ainsi, ensemble avec les conseillers pédagogiques, un appui significatif de la part du MEPST. Ce matériel a été remis aux DRE pour le sous-secteur de l'enseignement général et au représentant du sous-secteur de l'enseignement

technique dans les locaux du MEPST, en présence du Secrétaire Général, du Doyen de l'Inspection Générale de l'Education et du Directeur des Ressources Humaines. Il est acquis sur le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB) au Togo. Cette initiative des autorités du ministère, avec à leur tête le Prof. Dodzi Komla KOKOROKO, entre dans la dynamique constante du

gouvernement togolais d'informatisation des pratiques pédagogiques et de digitalisation du système éducatif togolais. Elle s'inscrit dans les ambitions de la politique éducative et dans la vision du Chef de l'Etat, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE de meilleures conditions de vie et de travail du personnel d'encadrement pour une école moderne et une éducation de qualité au Togo.



Kpélé/Insertion dans la vie active

Vingt-un jeunes en fin d'apprentissage reçoivent des kits de travail

Vingt un lauréats du certificat de fin d'apprentissage de 2022 du Centre rural d'activités socio éducatives (CRASE) de Govié dans la commune Kpélé 1, ont bénéficié de kits de démarrage de leurs activités selon les sections le mardi 14 mai dans ladite localité.



Ces outils de travail ont été offerts par le Fonds des nations unies pour la population (UNFPA) à travers le ministère du Développement à la base, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes. L'objectif est de permettre aux bénéficiaires de s'insérer dans la vie socio professionnelle pour développer leur savoir-faire en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Ces kits sont composés entre autres de machines à coudre et à surfilage, de séchoirs à pied, de laves têtes, de chaises, de brouettes, de pioches, de pelles, de scies, de rabots métalliques, de polisseuses, de perceuses,

de mini postes à souder, de masques de protection et de valises à outils. En remettant le don aux bénéficiaires, le représentant du préfet de Kpélé, Akoussan Komlanvi Aimé les a exhortés au courage et l'abnégation pour la bonne évolution des ateliers qu'ils auront à créer et de servir d'exemples aux autres jeunes hésitant à apprendre un métier. Il a indiqué que l'artisanat est un secteur porteur susceptible de créer des richesses et permet de s'épanouir professionnellement. M. Akoussan a félicité les patrons et patronnes du CRASE pour leur volonté d'accompagner ces jeunes en leur offrant une formation de qualité. L'orateur a remercié le chef de l'Etat et le gouver-

nement pour la promotion de ce secteur, qui, selon lui, est une vraie unité pourvoyeuse d'emplois et créatrice de richesses. Le directeur du CRASE Govié, Essisiwa Tchaa a convié les lauréats à travailler avec honnêteté pour gagner la confiance des clients et pour le succès de leur métier. Le président de la chambre de métiers de Kpélé, Abotsi Koffi Mensah a conseillé les jeunes en fin d'apprentissage à faire des stages de renforcement de capacités et de perfectionnement pour répondre aux exigences du marché et à la concurrence.

Avec ATOP/SKD/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates ammoniacaux, naturels et crées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et présentés pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, le somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates ammoniacaux, naturels et crées	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et présentés pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	4,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, side-car	6,8	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car, side-car	3,4
Huiles de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	5,4	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Perceuses, broues, scieles, etc.	3,3	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

Le WEEKEND de la Pentecôte

Du ven **17** au lun **20** mai

- Une nuit dans une chambre standard
- Occupation double, petit-déjeuner inclus
- Free late check out jusqu'à 17h selon la disponibilité
- Accès hamman + gommage au tamarin + massage ergonomique de 15min

TARIF EN SUITE JUNIOR
170 800 FCFA



-10 % membre Eliké

+228 22 23 86 00
reservations@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★

106 000
FCFA*